

**72ème Assemblée générale des
Nations unies - Multilatéralisme -
Syrie - Libye - Sahel - Irak -
République Centrafricaine -
Birmanie - Climat - Iran - Corée du
Nord - Conférence de presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
(New York, 18 septembre 2017)**

Mesdames et Messieurs,

1. Multiplication des crises et déficit de la régulation internationale

Je suis heureux de vous retrouver pour ma première participation à l'Assemblée générale des Nations unies, vous retrouver afin de vous présenter les priorités de la France et la manière dont nous entendons les porter lors de ce temps fort de la vie internationale.

Le moment est critique. Il est marqué par une dégradation préoccupante de l'environnement international. Jamais depuis la fin de la guerre froide les divergences, les tensions et le niveau de conflictualité n'ont été aussi élevés, dans un monde pourtant plus interdépendant que jamais. Pire, malgré la mondialisation, la coopération est devenue moins évidente, avec la remise en cause croissante des règles du jeu multilatéral et la tentation du repli ou du cavalier seul.

Dans ce contexte de multiplication des crises, la priorité de la France est de travailler à des solutions concrètes, pour deux raisons: d'abord parce que ces crises nous concernent : elles affectent notre sécurité et celle de l'Europe, et ensuite parce que ces crises compromettent l'ordre international en affaiblissant les normes qui l'organisent et en affaiblissant les équilibres qui le sous-tendent.

Face à cette situation dégradée, la France a une responsabilité particulière : parce qu'elle a des moyens, parce que sa voix porte, parce qu'elle est perçue comme une puissance d'équilibre. Pour toutes ces raisons, la France doit être à l'initiative, elle doit être créative, agile et pragmatique et en même temps garante de principes clef comme le respect du droit international et notamment de la Charte des Nations unies. Elle doit être vigilante aussi pour la protection des populations vulnérables ou dans le domaine de la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves.

C'est dans cet état d'esprit que le président de la République, qui arrivera tout à l'heure à New York, et moi-même participerons à de nombreuses réunions consacrées aux crises, dans tous

leurs aspects, militaires, humanitaires, ainsi qu'à la promotion des droits de l'Homme et du développement. Nous aurons ainsi l'occasion de nous réunir avec nos partenaires pour évoquer, entre autres, la situation en Syrie, en Libye, en République centrafricaine et dans le Sahel.

Permettez-moi à cet égard de développer quelques-unes de nos priorités.

D'abord, sur les crises.

2. Crises

Parce que l'ONU a d'abord pour objet d'assurer la sécurité internationale, le président de la République et moi-même serons particulièrement mobilisés dans les jours qui viennent pour faire avancer le règlement des principales crises internationales.

D'abord, le Levant

C'est notre première priorité.

Daech accumule les défaites militaires, vous le savez. On entrevoit désormais le moment où Daech sera privé de son emprise territoriale. Et nous devons veiller, demain, à ce que la menace plus diffuse mais toujours réelle de Daech et d'Al-Qaida puisse être traitée.

Souvent le terrorisme se nourrit d'un terreau. Je pense à la Syrie. Vous connaissez la réalité de la guerre qui y sévit: plus de 300.000 morts, la moitié de la population déplacée, des assassinats, des tortures, des souffrances indicibles, un chaos. Après six années d'impasse, nous avons besoin d'une approche réaliste et pragmatique, à la mesure d'un conflit qui n'a eu de cesse de s'internationaliser. Je veux le dire à nouveau : lutter contre Daech et trouver les conditions politiques d'une fin de la guerre civile, ce sont les deux faces d'un même engagement au service de la sécurité internationale. Cela exige un travail commun avec l'ensemble des acteurs régionaux et avec les membres du conseil de sécurité.

C'est pour cette raison que le président de la République a proposé la création d'un groupe de contact rassemblant d'abord les représentants des cinq membres permanents du conseil de sécurité, en raison de leur responsabilité particulière, et associant les principaux acteurs engagés en Syrie. L'instauration de ce groupe doit permettre de fédérer les initiatives pour avancer, réduire les contradictions au sein de la communauté internationale et soutenir aussi efficacement le travail de l'envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, avec qui je me suis entretenu hier soir. C'est ainsi que nous pourrons aider les Syriens eux-mêmes à trouver les voies d'une entente qui s'est avérée impossible jusque ici. La création de ce groupe figurera à l'ordre du jour de la réunion des ministres du P5 avec le Secrétaire général des Nations unies, jeudi matin.

Les priorités de la France sont claires :

Un, priorité donnée à la lutte contre le terrorisme. Deux, nécessité d'un accès humanitaire partout. Même si des progrès ont pu être observés, il faut encore faire davantage. Trois, la nécessité d'un processus politique qui prenne en compte les différentes composantes de la société syrienne et qui intègre par conséquent le sort de chacune des différentes communautés débouche sur une nouvelle Constitution. Et quatre, la France restera par ailleurs engagée dans la lutte contre l'impunité des auteurs d'attaques chimiques. Il en va aussi de l'avenir de l'ensemble de notre système de sécurité collective : on ne doit pas pouvoir en violer les normes les plus fondamentales sans en subir un jour les conséquences. Comme je l'ai indiqué il y a quelques jours à la conférence des ambassadeurs, la France prendra prochainement des initiatives dans ce domaine.

- Libye

Pour poursuivre dans les crises, j'en viens au voisinage immédiat de la France. On ne peut laisser perdurer l'instabilité qui prévaut en Libye et les menaces qui en résultent pour les voisins de la Libye, mais aussi pour l'Europe. C'est pourquoi nous sommes aux côtés du peuple libyen face aux défis auxquels il est confronté : éradiquer la menace terroriste sur son territoire ; contrôler les flux migratoires ; endiguer les trafics en tous genres qui nous menacent également ; et pour cela rétablir l'unité politique du pays, condition de sa sécurité et de sa stabilité.

C'est dans cette optique que le président de la République a accueilli, le 25 juillet dernier à La Celle-Saint-Cloud, le Premier ministre Sarraj, et le maréchal Haftar. Ce fut une étape importante puisqu'ils se sont engagés, dans une déclaration commune, à s'unir contre le terrorisme et à préparer un processus électoral. Nous devons poursuivre ces efforts afin d'élargir le consensus entre toutes les parties libyennes. Et les deux présidents des chambres - le Conseil d'État et la Chambre des représentants - ont un rôle majeur à jouer.

Je me suis rendu moi-même, il y a quelques jours, à Tripoli, à Benghazi, à Misrata et à Tobrouk. J'y ai perçu une grande lassitude de la population confrontée à une fragmentation du pays. Nous allons donc poursuivre nos efforts pour parvenir à une solution politique inclusive. C'est le représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salamé, qui est à la manoeuvre. Je l'ai aussi vu hier soir. Nous soutenons ses efforts et nous avons toute confiance pour que cette mission soit menée à bien. C'est ce que la France indiquera, par la voix du président de la République, lors de la réunion Libye de mercredi présidée par le Secrétaire général, M. Guterres.

- Sahel

Pour poursuivre sur les crises, le terrorisme représente toujours une menace au Sahel. Les attaques récentes l'ont montré. Les groupes terroristes se jouent des frontières et se nourrissent des trafics, en particulier des trafics de drogues et d'êtres humains. Et, face à ce défi, la France soutient une réponse collective, concertée et globale.

En premier lieu, nous soutenons pleinement l'action des Nations unies et de la MINUSMA. Nous soutenons la mise en oeuvre effective de l'Accord d'Alger ; c'est la clé de la stabilisation de cette région. Beaucoup reste encore à faire. Et je participerai à un événement sur la mise en oeuvre de l'Accord de paix et de réconciliation malien autour de M. Guterres et du président Keïta. L'adoption à l'unanimité d'une résolution mettant en place un régime de sanctions contre ceux qui entravent la mise en oeuvre de l'Accord de paix vise précisément à renforcer notre action collective en la matière.

La France appuie aussi la montée en puissance de la Force conjointe du G5 Sahel. Cette initiative régionale, endossée par l'Union africaine et unanimement soutenue par le conseil de sécurité, soutenue par l'Union européenne, apporte une réponse coordonnée sur le plan sécuritaire. Avec elle, l'Afrique confirme son engagement dans la lutte contre le terrorisme. La Force conjointe du G5 Sahel peut constituer un modèle vertueux pour les futures opérations africaines de paix. En ce sens, le président de la République participera lundi, aujourd'hui, à une réunion en présence des chefs d'État du Sahel, du Secrétaire général des Nations unies et de la Haute représentante de l'Union européenne.

La France s'engage, elle-même, sur le terrain, avec vous le savez, la force Barkhane. Outre la dimension militaire et politique de notre action, nous nous engageons aussi pour le développement de la région. C'est la combinaison de ces trois dimensions, défense, diplomatie, développement, qui peut garantir une sortie de crise. Et c'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative de l'Alliance pour le Sahel que nous avons lancée en juillet et sur laquelle nous travaillons avec les pays du G5.

Cet engagement pour le Sahel, la France est prête à le porter sur la durée. Nous organiserons à ce sujet une réunion ministérielle au cours de notre présidence du conseil de sécurité dans un mois.

- RCA

Je participerai également cette semaine à une réunion sur la République centrafricaine avec le président Touadera. Je tiens toutefois dès à présent à vous faire part de ma préoccupation concernant la recrudescence, depuis plusieurs mois, de violences perpétrées par les groupes armés, notamment au centre et au sud-est du pays ; elles font de nombreuses victimes. Il est donc urgent que la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville par les autorités centrafricaines, par l'Union Africaine et par les pays de la région, puisse être mise en oeuvre.

- Birmanie

Dans cette énumération des principales crises auxquelles nous faisons face aujourd'hui, il y a aussi la tragédie que vivent les Rohingyas. La crise qui se déroule depuis le 25 août est d'une gravité sans précédent et ne peut laisser personne indifférent. Outre les discriminations anciennes à l'égard de cette population, un tiers de la communauté est aujourd'hui contrainte à l'exil, 60% des réfugiés seraient des enfants. Cette situation nécessite une réponse collective de

la communauté internationale.

Nous réitérons notre appel à une cessation des violences entre les populations civiles contraintes de fuir massivement et nous demandons aux forces de sécurité birmanes d'assurer leur protection et de rétablir un accès humanitaire sûr. Nous attendons de Mme San Suu Kyi, demain, une expression forte en ce sens et nous souhaitons qu'un dialogue efficace se mette en oeuvre sur les bases de la commission consultative pour l'État de l'Arakan, présidée par M. Koffi Annan.

3. Développement

L'urgence de la gestion des crises ne doit pas faire perdre de vue la nécessité d'inscrire notre action dans une perspective de long terme.

- APD

Il nous faut mettre en oeuvre une approche globale, je l'ai dit tout à l'heure, combinant sécurité, légitimité politique et développement économique et humain. C'est la garantie de la stabilité et d'une paix durable. C'est la raison de l'engagement de la France, un engagement pris par le président de la République, de porter notre aide publique au développement à 0,55% du PIB en 2022, avec comme priorités le climat, l'éducation, les questions de genre et la fragilité en Afrique.

- Climat

S'agissant du climat, nous voulons garantir et prolonger les résultats de l'Accord de Paris. Cet accord doit être mis en oeuvre et il est irréversible. Il n'y a pas de solution de rechange pour atteindre l'objectif des 2°C, de même qu'il ne peut y avoir d'action solitaire et unilatérale dans ce domaine. Ceux qui détournent le regard aujourd'hui subiront eux aussi les conséquences du réchauffement climatique.

C'est pourquoi la réunion de la Conférence des parties à Bonn du 6 au 17 novembre est aussi importante. Je m'y rendrai. L'objectif de cette COP23, sous présidence fidjienne, est de préparer le dialogue de facilitation qui est l'instrument principal de la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, en vue de maintenir un engagement fort et ambitieux des États. En parfaite complémentarité avec les travaux de la COP23, nous traiterons à nouveau de la mise en oeuvre de l'Accord et notamment de ses financements lors du sommet de Paris, le 12 décembre prochain ; une date anniversaire. Par ailleurs, comme vous le savez, nous comptons tenir la prochaine réunion du GIEC en France au premier semestre 2018 pour appuyer l'engagement climatique international.

Mais il faudra aller plus loin également dans le domaine de l'environnement. C'est l'objectif du Pacte mondial pour l'environnement que le président de la République a souhaité lancer et sur lequel nous tiendrons mardi le premier sommet. Nous aborderons avec un Groupe des Amis

inclusif les enjeux d'un tel Pacte. Comme l'a fait remarquer à juste titre Laurent Fabius, le droit en matière d'environnement est dispersé et incomplet : l'objectif de ce Pacte est de réunir en un seul et même texte les droits et principes environnementaux internationaux, en vue de les faire progresser, dans une démarche de négociation multilatérale que nous lancerons après le sommet.

4. Renouveler le multilatéralisme

- Réforme de l'ONU et initiatives multilatérales

Dans toutes les crises que j'ai rappelées, nous payons le prix d'un défaut de coopération internationale. Nous le payons par la durée de ces crises et par leur aggravation. C'est vrai notamment s'agissant de la division qui mine le conseil de sécurité. Or le rapprochement des membres du P5, leur unité, est le facteur nécessaire au règlement de nombreuses crises. C'est le sens du groupe de contact pour la Syrie, comme je l'ai évoqué. La France veut être un rassembleur, un fédérateur du conseil de sécurité, trop souvent divisé ces dernières années pour jouer pleinement son rôle.

Mais face aux crises, il faut également que l'ONU soit mieux à même d'y répondre de façon concrète et efficace. Comme toute institution, son fonctionnement est perfectible : nous en sommes tous convaincus. C'est pourquoi la France soutient pleinement le Secrétaire général dans sa volonté de réformer l'organisation pour la rendre plus efficace, plus transparente, plus réactive. Nous partageons sa vision globale des trois piliers des Nations unies - la paix et la sécurité, les affaires humanitaires et le développement durable - un tout indissociable. Cette vision globale est essentielle.

De façon générale, l'ONU doit décloisonner son action car l'expérience a montré combien les problématiques sécuritaires, les problématiques d'urgence et les problématiques de développement sont étroitement solidaires. Le président de la République participera au débat de haut niveau sur le maintien de la paix organisé mercredi par la présidence éthiopienne du conseil de sécurité, et la France soutient également l'engagement du Secrétaire général, pour que les Nations unies soient exemplaires dans la lutte contre les abus sexuels dans les opérations de maintien de la paix.

Mesdames, Messieurs, les crises de la dernière décennie - qu'elles soient humanitaires, sécuritaires, sanitaires, environnementales - ont prouvé de manière flagrante que les sorts des États étaient liés et que la réponse aux défis internationaux passait par davantage de coopération. Dans ce contexte, notre responsabilité est de défendre les cadres d'action et les règles de droit édictés collectivement, en nous engageant pour le renforcement du système onusien, tout en étant capable d'accompagner de nouvelles formes de gouvernance mondiale, en particulier celles qui répondent aux transformations sociales et technologiques de notre temps. C'est ce que nous avons fait s'agissant du réchauffement climatique, avec la méthode de l'Accord de Paris associant États, ONG et acteurs de la société civile, et c'est une méthode que nous voulons poursuivre et amplifier. C'est pourquoi le président de la République organisera mercredi un dialogue avec un panel d'ONG, en présence du ministre de l'écologie et du développement durable, M. Nicolas Hulot, en ma présence également, afin non seulement d'expliquer nos priorités, mais aussi d'associer au plus près la société civile à nos initiatives.

- Non-prolifération

Par ailleurs, le contexte stratégique incertain que j'ai décrit en introduction justifie que notre approche multilatérale des principaux enjeux internationaux soit rigoureuse et crédible. Dans le domaine de la non-prolifération, la France a refusé de prendre part aux négociations sur un Traité d'interdiction des armes nucléaires parce qu'une telle démarche ne peut qu'affaiblir le Traité de non-prolifération nucléaire ; or dans le contexte présent, nous voyons bien qu'il constitue le dispositif le plus équilibré et par conséquent le plus robuste pour limiter les risques. Sur ce sujet, la politique de l'incantation confine à l'irresponsabilité. C'est par des actes concrets que nous créerons un environnement plus sûr. C'est pour cela que je participerai à la Conférence sur l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : voilà en effet un progrès concret, crédible et réaliste dans le domaine de la non-prolifération.

C'est la raison pour laquelle nous veillerons également à l'application très stricte de l'accord relatif au nucléaire iranien, alors que se profilent des échéances importantes dans le calendrier de sa mise en oeuvre. C'est dans ce cadre que nous entendons poursuivre nos discussions sur ce sujet. Une réunion de l'ensemble des pays qui ont négocié l'accord, les Six et l'Iran, se tiendra mercredi prochain.

- Cyber sécurité

J'ai parlé de créativité multilatérale. C'est aussi ce que nous devons faire aujourd'hui s'agissant du monde numérique et de la sécurité dans le cyberspace. Nous aborderons justement cet enjeu ce matin lors d'un événement consacré à ce nouveau défi qui demande un engagement accru de nos diplomates. Ce sera l'occasion pour moi de porter la vision d'une gouvernance associant acteurs étatiques et acteurs privés ; les entreprises ont en effet une responsabilité et un rôle à jouer dans la protection et la stabilité de l'espace numérique. Là encore, la France sera à l'initiative pour promouvoir une régulation indispensable à un ordre international juste et profitable à tous. Par ailleurs, la mobilisation de la communauté internationale pour lutter contre la radicalisation en ligne et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes est essentielle. Les résolutions du conseil de sécurité, notamment la résolution 2178, ainsi que le plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent offrent un cadre d'action et de coopération particulièrement approprié, auquel nous participerons.

Voilà Mesdames et Messieurs, l'ordre du jour, si j'ose dire, pour le président de la République, pour moi-même et pour le ministre d'État Nicolas Hulot, de cette semaine ministérielle. Vous le voyez, la diplomatie française est active sur tous les fronts de la résolution des crises et de la promotion d'un multilatéralisme pour essayer en permanence d'aboutir vers des résultats concrets.

Je suis à votre disposition pour répondre à des questions.

Q - Une question d'actualité sur le référendum kurde. Il y a une pression énorme, de la part de la communauté internationale, à l'heure actuelle sur les Kurdes pour qu'ils renoncent ou

suspendent le référendum. Je voulais savoir si la France s'était jointe à des initiatives pour proposer des alternatives aux Kurdes. Vous avez rencontré M. Barzani récemment. Je voulais savoir si, selon vous, il pouvait faire preuve de souplesse pour renoncer ou suspendre le référendum ?

R - Merci de cette question qui est très importante et tout à fait d'actualité. Nous sommes déjà, en Irak, dans la préparation de l'après-Daech. Et pour nous, l'après Daech suppose une gouvernance politique inclusive, respectueuse de la constitution irakienne, donc de sa dimension fédéraliste, respectueuse des communautés qui la compose, et respectueuse de l'intégrité territoriale de l'Irak.

C'est le message que j'avais pu délivrer au Premier ministre Abadi, à la fin du mois d'août, en me déplaçant à Bagdad. C'est également ce que j'ai dit très clairement au président Barzani. Il y a, dans la constitution irakienne, des éléments très importants de l'autonomie constitutionnelle du Kurdistan. Il faut que ces éléments soient respectés, validés, sécurisés et c'est dans le dialogue entre Bagdad et Erbil que cela peut se faire. Il me semble que toute autre initiative serait inopportune.

Q - Thank you. President Trump has been cautioned by your country and many others against pulling out of the Paris climate Accord, against decertifying the Iran Deal, do you see any evidence that his administration is being persuaded by any of this. For instance, the Secretary of State suggested that the United States might stay in the Paris deal under the right conditions.

R - L'Accord de Paris était une avancée considérable de l'ensemble de la communauté internationale. C'est sans précédent, à la fois dans sa dimension, dans ses engagements, et dans la rapidité de son adoption, puisqu'un an après, il y avait suffisamment de validation pour qu'il soit mis en oeuvre. Les ratifications aujourd'hui se confirment : il y en a plus de 145 déjà. Donc, nous considérons que cet accord va se mettre en oeuvre. Il le sera.

Nous notons les déclarations du président Trump sur son intention de ne pas le respecter. Pour l'instant, aucun acte n'a été posé et on peut espérer toujours le convaincre. En tout cas, pour convaincre, il faut que la pression internationale soit forte et que, d'autre part, nous n'arrêtons pas la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. Mais c'est la raison pour laquelle le président Macron a souhaité qu'il y ait ce sommet sur le climat, le 12 décembre, pour continuer de manière irréversible, la mise en oeuvre des engagements pris.

Q - J'avais une question aussi d'actualité sur la crise coréenne, Hier, il y a eu des manoeuvres américaines et sud-coréennes, sur une simulation de bombardement de la Corée du Nord. Ma question était la suivante : est-ce que, pour vous, il s'agit de gesticulations ou est-ce que l'on est entré dans une logique de guerre ? Et, question subsidiaire, est-ce que finalement, à ce stade de la crise, on peut dire qu'on ne pourra empêcher la Corée du Nord d'avoir la bombe nucléaire ?

R - Les essais nucléaires et balistiques auxquels la Corée du Nord a procédé les temps derniers, avec une accélération que vous connaissez, sont des actions menées en contradiction

avec les résolutions du conseil de sécurité. Ce sont des actions qui menacent la sécurité internationale, qui menacent d'abord la sécurité régionale. Donc la France a condamné très fermement ces essais. Nous pensons qu'il faut poursuivre avec beaucoup de fermeté cette démarche au sein du conseil de sécurité et que la mise en oeuvre des sanctions doit être réellement efficace. Cela prend du temps. Les sanctions décidées en 2016 se mettent en oeuvre aujourd'hui. Les sanctions décidées en 2017 se mettront en oeuvre progressivement.

La France est déterminée à ce que la communauté internationale fasse le maximum de pression pour amener la Corée du Nord à la table des négociations. C'est la seule démarche possible. Faire pression par les sanctions de manière extrêmement forte et amener la Corée du Nord à la négociation. C'est une démarche à laquelle, manifestement, certains pays pourraient adhérer. Je pense que l'évolution de la Chine à cet égard est intéressante. Mais c'est une démarche qui ne nécessite pas d'action militaire significative. Je laisse le président Trump donner les explications nécessaires pour le reste.

Q - Mr Minister, a question about the Iran nuclear deal, the JCPOA. Will others signatories like France use this occasion at the UN to try and persuade President Trump not to withdraw his certification and, if he does not certify and at least the U.S leaving by imposing huge sanctions, can the JCPOA survive if all the other signatories remain committed?

R - Nous avons à de nombreuses reprises, et le président de la République le fera certainement, réaffirmé l'importance des accords de Vienne et le fait qu'ils sont respectés. Nous constatons que les vérifications sont effectuées, des vérifications très strictes, et donc nous veillerons à l'application très stricte de l'accord. Nous restons vigilants mais aujourd'hui, il n'y a pas d'acte qui nous permette de penser que cet accord n'est pas mis en oeuvre. Il nous paraît essentiel de le maintenir pour éviter des spirales de prolifération, ne serait-ce que pour dissuader indirectement les partis les plus durs de la gouvernance iranienne de se lancer dans l'acquisition de l'arme atomique.

Dans une période où, par ailleurs, on connaît les risques que vous venez d'évoquer sur la Corée du Nord, il importe vraiment de garder cette ligne. En tout cas, c'est la position que la France défendra et nous essaierons de convaincre le président Trump de la pertinence de ce choix.

Q - The question is whether it can survive if the United States stay, or it can survive if the other signatories remain?

R - La responsabilité sera grande et elle peut entraîner un processus de prolifération à ce moment-là, que l'on peut difficilement endiguer. Si tel pays peut avoir l'accès à l'arme nucléaire, des voisins peuvent se mobiliser pour aller dans la même direction. Et donc, l'accord sur l'Iran est tout à fait essentiel.

Q - Mr Minister, a couple of questions, if you permit me, on what you said regarding Syria: you said you were looking for main players besides the current members of the Security Council for the contact group. Are those main players the same as the guarantors and I have in mind Iran and Turkey? And another clarification on your very important point on impunity. You connected it to chemical weapons; I don't know if you meant to expand it. However is this

possible and reconcilable with your position as France to say that Bachar Al-Assad would have to be part of the transition, so what if he is guilty? And lastly, how relevant is your initiative when the Russians are really running the show on the ground?

R - La situation évolue très rapidement en Syrie. Chaque jour, il y a des éléments nouveaux qui permettent de penser que Daech est sur le repli. Le risque le plus important, c'est que l'avenir de la Syrie soit déterminé par les positions militaires des uns et des autres à un moment donné. Ce qui, inévitablement, aboutirait à deux conséquences : d'abord une fragmentation d'État, et ensuite cela attiserait d'autres formes de fondamentalisme, de radicalisme, qui succéderaient à Daech.

La situation actuelle de la Syrie nous amène à penser qu'il importe d'engager dès à présent un processus politique, car seul un processus politique peut éviter ces impasses, cette dislocation d'un côté et cet appel indirect à ce que d'autres formes de terrorisme puissent naître. Pour cela, il faut sortir des chemins qui n'ont pas permis depuis 2011 d'aboutir à des solutions. Et c'est pour cette raison que la France souhaite qu'il y ait un groupe de contact qui se mette en oeuvre, avec comme socle, les membres permanents du conseil de sécurité et les États de la région concernés par cette situation. C'est le sujet de notre discussion de jeudi. Je ne vais pas donner la réponse avant que cette réunion ait lieu.

Et c'est aussi pour cette raison qu'il importe qu'il y ait à la fois un processus de désescalade qui se mette en oeuvre, qu'il y ait à la fois l'accès humanitaire de tous et qu'il y ait aussi la tentative de réunification de l'opposition syrienne. Et c'est aussi pour cette raison que nous disons qu'il faut faire preuve, aujourd'hui, d'un double réalisme. Le réalisme, c'est de ne pas faire du départ de Bachar Al-Assad un préalable à la négociation. C'est la raison pour laquelle le président Macron a pris cette initiative. Le réalisme, aussi, c'est de ne pas faire croire qu'il puisse représenter l'avenir de la Syrie. Je ne vois pas comment des millions de réfugiés qui ont fui les exactions dont il est responsable pourraient revenir s'il se maintenait au pouvoir.

Donc, engageons un processus politique avec tous ceux qui ont la capacité de le mener. C'est une nécessité du moment. C'est indépendant des poursuites sur l'affaire chimique et des menaces chimiques. Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer à ce sujet. Nous attendons la fin de l'enquête du mécanisme d'enquête conjoint de l'ONU qui doit rendre ses conclusions rapidement. Nous avons été pour notre part convaincus que le sarin a été utilisé.

Q - You mean that you want to replace the Astana process? Are you proposing that the Astana political process is over and you need to replace it?

R - Non, Astana ce n'est pas un processus politique. Astana c'est un processus de règlement de zones de désescalade sur quatre espaces individualisés. Il faut le processus politique et il faut donner à ce processus toutes ses chances en accompagnant le représentant de Mistura dans son action. C'est ce que nous avons proposé jeudi matin.

Q - Monsieur le Ministre, une question sur la Centrafrique. Avec la recrudescence de la violence en RCA, la France serait-elle prête à envoyer à nouveau des troupes à Bangui pour soutenir la MINUSCA ? En quoi est-ce que l'Alliance sur la Sahel pourra-t-elle booster la

constitution de la Force conjointe pour le G5 Sahel?

R - Sur la Centrafrique, d'abord, pourquoi est-ce que nous sommes intervenus en début 2014 : parce qu'à l'époque s'il n'y avait pas une force d'interposition, on allait assister à des massacres de masse entre des communautés différentes, des ethnies différentes et des religions différentes. La France a rempli sa mission et l'Opération Sangaris s'est arrêtée à partir du moment où il y a eu une élection présidentielle, non contestée de M. Touadera, où il y a eu des législatives non contestées, où il y a eu une mission des Nations unies qui s'est installée en République centrafricaine pour garantir le processus de paix et où il y a eu, quatrièmement, une mission de l'Union européenne visant à renforcer les FACA, les Forces de la République centrafricaine.

À partir de ce moment-là, la mission de la France mandatée par les Nations unies était achevée et il importait que les Centrafricains prennent leur destin en main avec les outils en place.

Je constate, comme vous, qu'il y a des recrudescences d'actes délictueux dont sont victimes les populations civiles. Il y a eu un accord à Libreville. J'en ai fait état dans mon propos initial, et il faut que cet accord soit respecté. Et, les outils permettant le respect de cet accord. Ce sont les outils qu'ont mis en place les Nations unies. Il y a une force qui s'appelle la MINUSCA qui est une force robuste et qui doit remplir sa mission. Et il y a une autre force, qui est la force de l'Union européenne qui doit former les FACA dans leur mission. Le message que nous donnerons au président Touadera, c'est d'abord de le renforcer lui ; il est issu du suffrage universel, et de faire en sorte que les voisins puissent faire pression auprès des groupes auprès desquels ils ont de l'influence pour qu'enfin ce pays connaisse un peu de sérénité. Donc, le retour d'une opération française n'est pas à l'ordre du jour.

Mais, sur le G5 Sahel, il y a un petit lien, j'imagine que vous le faisiez aussi dans votre question. Quelle est la grande nouveauté du G5 Sahel ? En termes de force, parce que cela dépend de ce que vous mettez sous le mot G5 Sahel, je parle de la force militaire conjointe. Cette volonté de mise en oeuvre d'un outil commun aux cinq pays pour protéger leurs frontières et lutter contre le terrorisme. Ce n'est pas automatiquement du terrorisme djihadiste, vous le savez très bien, c'est souvent du grand banditisme. Mais, parfois les deux se mêlent, c'est du gangstérisme. Pour lutter contre cela, les cinq pays ont décidé de mettre en commun leurs forces. Cela fait des mois, des années que l'on parle d'une force africaine de paix et là c'est aujourd'hui concret. C'est tellement concret que l'État-major de cette force conjointe a été installé, qu'ils ont un commandant en chef, qu'ils ont déterminé les différentes forces - trois ensembles de 1500 hommes-, que sur le faisceau central de la zone de lutte à Liptako-Gourma, c'est en préparation technique très avancée. Donc, pour nous, c'est une avancée considérable de faire en sorte que, progressivement, dans cette zone, la sécurité des Africains soit prise en charge par les Africains eux-mêmes.

L'Alliance pour le Sahel, c'est vrai, ne sera mise en oeuvre, affichée, que lorsque nous nous réunirons à la fin de ce mois et je présiderai une réunion à cet égard. La particularité de l'Alliance pour le Sahel, c'est qu'il s'agit d'un outil de développement très réactif, ce qui est rarement le cas. À côté de l'opération militaire de sécurisation, il y a un outil de développement efficace et visible, surtout dans les mêmes zones. C'est un grand pari et je pense que nous le gagnerons./.